

## POUR ATTEINTE À LA MÉMOIRE DES TOUAREG

# Plainte contre les responsables de la culture de Tamanrasset

**L'association des amis de l'Ahagar va entamer une action en justice à l'encontre de la Maison de la culture de Tamanrasset et du directeur de la Conservation naturelle de l'Ahagar.**

**Nabil M. - Alger (Le Soir) -** Cette annonce a été faite en marge du passage des responsables de l'association au forum du quotidien *El Moudjahid* pour la présentation du programme du prochain festival de Tin Hinan.

Le point d'achoppement est un livre édité par la maison de la culture de Tamanrasset à l'occasion de la manifestation «Alger capitale de la culture arabe».

Le conférencier a expliqué que ce livre contient des informations graves qui portent atteinte à la civilisation du peuple targui. Publié en langue nationale sous le titre *Ahagar profondeur et richesse*, ce recueil a été distribué à Riadh-El-Feth à Alger, lors de la manifestation citée plus haut. Il comporte des passages qui n'ont pas été du goût de l'association des amis de l'Ahagar. Le président de cette association a

notamment cité un paragraphe dans lequel les rédacteurs du livre affirment que l'art artisanal n'a vu le jour dans la région de l'Ahagar qu'en 1850 et que cet art a été introduit par des esclaves issus d'autres contrées. Le conférencier a martelé que cela est totalement erroné.

La preuve est palpable au musée du Bardo où sont exposés les objets de la reine de l'Ahagar Tinnhane.

Ces objets sont ornés de joailleries et autres objets artisanaux. Le conférencier a rappelé que la civilisation de Tin Hinan date du III<sup>e</sup> siècle, ce qui remonte très loin par rapport à la date citée dans le livre mis en cause. Le conférencier a aussi donné comme exemples les gravures rupestres et les dessins qui ont 8000 ans d'âge. Ces dessins sont également la preuve de la présen-



Des gravures qui ont 8 000 ans d'âge.

ce d'une civilisation et une culture propre. En outre, l'actuel logo des Touareg qui, une femme

vêtue de différents habits et qui est en train de danser, figure sur les gravures rupestres. Ce logo

est le gage de la présence d'une culture et d'un folklore locaux.

A cela, s'ajoutent d'autres erreurs en rapport avec la tribu des Raslmi qui ont toujours été et restent des familles d'artisans. L'invité du forum d'*El Moudjahid* a expliqué que les informations données par ce livre sont une offense pour l'histoire du peuple de l'Ahagar.

La maison de la culture de la wilaya de Tamanrasset qui est éditrice du livre controversé doit corriger cette erreur. L'action en justice concerne aussi le directeur de la réserve naturelle de l'Ahagar du fait qu'il n'ait pas réagi à la publication des informations erronées sur l'Ahagar.

Pour ce qui est de la 5<sup>e</sup> édition du Festival national de Tinnhane, il a été expliqué que ce dernier aura lieu en février 2009. Il sera placé sous le signe de la femme targuie.

Contrairement à l'édition précédente, il ne sera pas possible d'accueillir beaucoup de monde en raison des restrictions financières a-t-on conclu.

N. M.

## ATTENTATS CONTRE LES SIÈGES DES NATIONS UNIES

## ET DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

## Le pôle judiciaire enrôle l'affaire

**Enrôlée une première fois par le tribunal correctionnel de Rouiba, l'affaire des deux attentats terroristes perpétrés le 11 décembre 2007 contre les sièges du Conseil constitutionnel, à Ben-Aknoun, et des Nations unies, à Hydra, a été transférée vers le pôle judiciaire spécialisé du centre.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir) -** C'est ce qu'a indiqué, hier, le procureur général de la cour d'Alger, Belkacem Zeghmati, lors d'un point de presse organisé, en marge de la cérémonie d'ouverture de l'année judiciaire, au niveau de la cour d'Alger.

Selon le conférencier, l'affaire, actuellement en instruction au niveau du pôle judiciaire du centre, a été transférée vers la capitale «afin de permettre à la justice de disposer de tous les moyens».

Ce pôle judiciaire, dont le siège se trouve au niveau du tribunal correctionnel de Sidi-M'hamed, a de larges prérogatives et englobe les huit wilayas du centre du pays. On laisse entendre que le procès des personnes poursuivies dans cette affaire, dont la plupart sont

originaires de la wilaya de Boumerdès, se tiendra au premier semestre de l'année 2009.

Il est à rappeler que les deux attentats terroristes avaient fait 37 morts et 177 blessés.

Par ailleurs, le procureur général de la cour d'Alger, Belkacem Zeghmati, dira que les affaires liées au terrorisme inscrites au niveau de la cour d'Alger pour la nouvelle année judiciaire sont «moins importantes que celles des années précédentes», car, précisa-t-il, «les magistrats ont fourni un effort conséquent pour le traitement de ce genre d'affaires d'une part, outre la réduction des activités terroristes, d'autre part».

Cependant, selon Belkacem Zeghmati, le nombre d'affaires inscrites en pénal, notamment celles

liées à la petite criminalité, «augmente d'année en année».

En matière d'exécution des décisions de justice, le conférencier a exprimé sa «satisfaction». 71% est le taux avancé, alors qu'il ne dépassait pas les 48% l'année dernière. Pour l'année 2009, il est attendu un taux d'exécution de 85%. Il a ajouté que depuis l'introduction des dispositions relatives à l'exécution des décisions de justice dans le cadre de la réforme du code de procédure pénale, une «amélioration» a été constatée. «Nous étions désarmés devant les cas de non-exécution des décisions judiciaires par l'administration, à présent, les choses se sont améliorées puisque le nouveau code de procédure pénale nous donne la possibilité d'enclencher des poursuites judiciaires pour non-exécution d'une décision de justice», a-t-il expliqué.

Il est à rappeler que le président de la République a abordé cette question lors de son allocution d'ouverture de l'année judiciai-

re 2008-2009, le 29 octobre dernier, en évoquant les «lenteurs» constatées dans l'application par l'administration des décisions de justice. Il a instruit, à cet effet, les magistrats de poursuivre en justice les autorités administratives réticentes.

La médiation comme moyen de règlement des conflits commerciaux, prévu par le nouveau code des procédures civile et administrative, devrait être effective à compter du premier semestre 2009, a soutenu, pour sa part, le directeur des affaires civiles et des sceaux de l'Etat au ministère de la Justice, Ahmed Ali Salah. Le nouveau code, qui comprend 1 065 articles au lieu des quelque 500 régissant actuellement les procédures civile et administrative, va «révolutionner» la pratique procédurale en matière de médiation commerciale en Algérie, a-t-il déclaré lors d'un séminaire consacré aux «outils de règlement des conflits à l'amiable».

A. B.

## LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE

## SE RÉUNIRA LE 22 NOVEMBRE PROCHAIN

## Douze magistrats devant le conseil de discipline

**Le conseil de discipline du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), présidé par le président de la Cour suprême, M. Kaddour Berradja, se réunira le 22 novembre prochain.**

A l'ordre du jour, l'étude des cas d'au moins une douzaine de magistrats reconnus coupables «de fautes professionnelles». L'information a été rendue publique hier par le président de la Cour suprême au niveau de la cour d'Alger. Pour rappel, la même instance avait étudié le cas d'une dizaine de magistrats le

2 février dernier. Les magistrats traduits devant le conseil de discipline ont vu plusieurs griefs retenus contre eux dont «l'abus de pouvoir, manquement à l'obligation de réserve ainsi que la mauvaise conduite».

Cette liste était ajoutée à celle des 80 magistrats jugés au cours des quatre sessions tenues par cette instance depuis son installation à l'été 2004.

Les sanctions vont du simple avertissement à la révocation. Dernière révocation en date : celle de la présidente de la cour de Boumerdès. Révoquée pour des raisons dit-on «très

graves». Pour rappel, l'ex-présidente de la cour de Boumerdès s'est rendue célèbre par sa décision d'invalidation du 8<sup>e</sup> congrès du FLN et le gel des avoirs du parti en décembre 2003. Elle a eu également à juger l'affaire de l'échouage des deux navires *Batna* et *Béchar* qui a conduit à la condamnation du P-dg de la Cnan et de nombreux cadres, tout comme l'affaire de l'ex-wali d'Oran, Bachir Frik.

Présidé par Abdelaziz Bouteflika, le CSM est compétent pour la nomination des magistrats et leur discipline.

A. B.

AFFAIRE  
D'ALGÉRIE POSTE

## La chambre d'accusation maintient le mandat de dépôt

Contre toute attente, la chambre d'accusation près la cour d'Alger a confirmé le placement sous mandat de dépôt des cadres d'Algérie Poste. Ces derniers, au nombre de quatre, se sont pourvus en cassation contre la décision du juge d'instruction de la quatrième chambre près le tribunal de Sidi-M'hamed de les placer sous mandat de dépôt. Selon des observateurs, «il y avait grand espoir de voir les cadres d'Algérie Poste recouvrer leur liberté en bénéficiant de la liberté provisoire, d'autant plus qu'ils présentent toutes les garanties exigées par la loi». Pour rappel, un extraordinaire mouvement de solidarité a été exprimé par les travailleurs d'Algérie Poste envers leurs collègues, notamment les receveurs des agences postales de Hydra et de Birkhadem, connus pour leur probité et leur dévouement dans l'exercice de leurs tâches.

Par ailleurs, on apprend que la même chambre d'accusation est appelée à statuer sur un autre pourvoi en cassation contre la mise sous mandat de dépôt des cadres de la Sûreté nationale en charge de la gestion de l'Ecole de police de Châteauneuf.

A. B.